

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/AC.4/1993/1
14 juin 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS/ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Groupe de travail sur les populations autochtones
Onzième session
19-30 juillet 1993
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

ACTIVITES DE CARACTERE NORMATIF : EVOLUTION DES NORMES CONCERNANT
LES DROITS DES POPULATIONS AUTOCHTONES

Informations reçues des gouvernements

Introduction

1. Par sa résolution 1982/34 du 7 mai 1982, le Conseil économique et social a autorisé la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à constituer annuellement un groupe de travail sur les populations autochtones, afin de passer en revue les faits nouveaux intéressant la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales en ce qui concerne les populations autochtones, y compris les renseignements demandés annuellement par le Secrétaire général, et il a décidé que le Groupe de travail accorderait une attention spéciale à l'évolution des normes relatives aux droits des populations autochtones.

2. Par sa résolution 1992/33 du 27 août 1992, la Sous-Commission a prié le Secrétaire général de communiquer le rapport du Groupe de travail sur sa dixième session (E/CN.4/Sub.2/1992/33) aux gouvernements pour commentaires et suggestions écrits en vue de permettre au Groupe de travail d'achever la seconde lecture du texte du projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones, qui figure à l'annexe I de ce rapport, à sa onzième session. La Commission des droits de l'homme a fait sienne cette demande par sa résolution 1993/31 du 5 mars 1993. Conformément à ces résolutions, des notes ont été adressées aux gouvernements. On trouvera dans le présent document les réponses reçues au 3 juin 1993. Si le secrétariat en reçoit d'autres, elles feront l'objet d'additifs au présent document.

GE.93-14057 (F)

FINLANDE

[Original : anglais]

[24 mai 1993]

1. Observations générales

1. Le Gouvernement finlandais souligne que la déclaration des droits des peuples autochtones, une fois sa rédaction achevée, sera un document très longtemps attendu et très important sur les droits de l'homme. Il est souhaitable que cette déclaration, qui répond à un besoin impérieux en définissant les normes minimales pour la survie et le bien-être des peuples autochtones, soit approuvée par le Groupe de travail cette année, proclamée Année internationale des peuples autochtones du monde.

2. Le Gouvernement finlandais renvoie à ses précédentes observations sur le projet de déclaration, et plus particulièrement à celles de l'an dernier (voir E/CN.4/Sub.2/AC.4/1992/1). En ce qui concerne le détail de ses dispositions, le projet de déclaration appelle de la part du Gouvernement finlandais les remarques qui suivent.

2. Observations particulières

Préambule

3. Ne pas faire figurer de définition de la notion de peuples autochtones dans la déclaration apparaît comme la bonne solution, si l'on veut éviter d'aboutir à de difficiles problèmes de critères, cas limites, critères subjectifs ou objectifs, et ainsi de suite. Ce en revanche à quoi l'on pourrait songer est la possibilité de mentionner sous une forme ou une autre dans le préambule certaines caractéristiques fondamentales de tous les peuples autochtones, ou la plupart d'entre eux : leurs origines historiques, leur rapport avec l'environnement naturel et autres.

4. Le dixième alinéa intéresse la Finlande. La partie la plus septentrionale du pays, habitée et utilisée par les Sami, revêt une importance stratégique sur le plan militaire. Des germes de conflit entre les autorités militaires et les éleveurs de rennes sami se sont déjà manifestés au sujet de la station radar de Litmuorvaara. L'utilisation, à l'occasion d'exercices militaires, d'avions à réaction volant à très basse altitude sème l'inquiétude chez les Sami, car ils pensent que cela dérange les rennes et trouble leur reproduction.

5. Ce dixième alinéa donne lieu de reconsidérer l'utilisation des zones de peuplement sami de la Laponie finlandaise à des fins et pour des exercices militaires et, en particulier, le processus de décision à ce sujet.

Première partie

6. Paragraphe 1. Le droit des peuples autochtones de disposer d'eux-mêmes est assurément l'un des problèmes cruciaux dont dépend l'issue du processus d'élaboration du texte. Le Gouvernement finlandais n'a pas, quant à lui, d'objections précises à élever contre la formulation actuelle, mais le projet

serait peut-être plus largement accepté si, dans la dernière phrase du paragraphe, les mots "le droit à l'autonomie et à l'auto-administration" étaient précisés. En présentant divers exemples d'autonomie et d'auto-administration (régionale, culturelle et ainsi de suite), on pourrait parvenir à une plus large approbation du projet.

7. Paragraphe 2. On pourrait mentionner la Déclaration universelle des droits de l'homme.

8. Paragraphe 3. On pourrait envisager une interdiction plus générale de la discrimination, sur le modèle, par exemple, de l'article 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. L'interdiction de toute discrimination "fondée sur [l'] identité autochtone" n'est peut-être pas suffisamment exempte d'ambiguïté si aucune interdiction générale de la discrimination pour d'autres considérations n'est pas expressément indiquée.

Deuxième partie

9. Paragraphe 8. La liste d'exemples de "l'identité culturelle et [des] traditions" laisse ouverte la question du rôle de diverses formes de vie économique traditionnelle fondée sur un rapport étroit avec l'environnement naturel. Dans le cas des Sami, l'élevage du renne, en particulier, mais aussi la chasse et la pêche constituent des éléments essentiels de leur identité culturelle et de leurs traditions. Indépendamment de la mention qui en est faite séparément au paragraphe 21, ce lien devrait aussi être mentionné ici.

10. Paragraphe 13. Le droit d'utilisation et d'accès reconnu pour tous les types de médias est formulé de telle sorte qu'on ne saurait comprendre qu'il vise les seuls médias publics. La seconde phrase en particulier, qui vise des mesures actives de la part de l'Etat, fait que le paragraphe vaut aussi pour les médias privés. Cette approche est parfaitement acceptable au regard du droit international des droits de l'homme et de la liberté d'expression, puisque les "mesures nécessaires" mentionnées pourraient englober un très large éventail de mesures législatives, administratives, économiques et autres.

Troisième partie

11. Paragraphe 16. L'article relatif aux droits fonciers est d'une fort grande portée, même par comparaison avec l'article 14 de la Convention No 169 de l'OIT, où il est fait une distinction entre les terres traditionnellement occupées par les peuples autochtones et les terres "non exclusivement occupées par eux". Il serait peut-être bon de retenir la même démarche en vue de couvrir toute la gamme des situations existantes.

12. Paragraphe 17. L'article relatif à la restitution des terres qui leur appartenaient précédemment ou à une indemnité à ce titre est très important et il prévoit des solutions pratiques variées à l'image de la diversité des situations existantes.

13. Paragraphe 18. L'attention expressément accordée à la protection de l'environnement est louable. En ce qui concerne plus précisément les activités militaires, voir le commentaire du préambule (supra, par. 4 et 5).

Quatrième partie

14. Paragraphe 22. Parmi les mesures positives de la part des Etats, il conviendrait d'inclure la possibilité d'accorder certains droits économiques aux seules personnes appartenant à un peuple autochtone, en vue de préserver l'avenir de leur culture et de leur mode de vie. Il est d'autant plus important, dans une époque d'intégration économique internationale comme la nôtre, d'ériger en règle de droit international l'idée que l'octroi d'un traitement préférentiel aux peuples autochtones, même dans la sphère économique, ne constitue pas une discrimination.

15. Paragraphe 30. La possibilité de faire expressément figurer l'exercice à travers les frontières de certains droits participatifs pourrait encore être débattue en vue de parvenir à une solution acceptable pour la grande majorité.

16. Paragraphe 36. L'article relatif à la protection spéciale en période de conflit armé mérite les plus grands éloges, et il correspond à ce que les Sami ont traditionnellement connu.

17. Paragraphe 38. L'emplacement de cet article prête quelque peu à confusion. Il serait plus indigne de traiter le problème de la réinstallation à propos des droits fonciers (troisième partie).

MEXIQUE

[Original : espagnol]

[2 juin 1993]

1. Le Gouvernement mexicain considère que le projet de déclaration universelle des droits des peuples autochtones répond en général aux aspirations et aux revendications des peuples autochtones mexicains.

2. Les peuples autochtones doivent bénéficier de la protection de leurs droits dans le plein respect de leur identité culturelle, sans que l'on cherche à leur faire abandonner leur culture pour améliorer leur niveau de vie. Ces peuples ont la volonté de rester autochtones et revendiquent le droit à la différence culturelle : il s'agit de leur accorder non pas un traitement d'exception, mais un traitement égal.

3. Il est important de préciser que le droit visé dans ledit projet de déclaration selon lequel les peuples autochtones déterminent librement leurs relations avec les Etats n'implique ni sécession ni séparatisme eu égard aux décisions de l'Etat national. Dans ce sens, il est entendu qu'il ne s'agit pas d'un problème en marge des problèmes de la nation et que la situation des autochtones fait partie intégrante de la situation de la nation.

4. Il n'est pas question non plus de réserver un traitement spécial à ces peuples, encore que l'on reconnaisse que les groupes autochtones ont des caractéristiques qui leur sont propres : il est nécessaire de créer les moyens et les conditions qui leur permettent de prendre part au processus de développement de leurs pays respectifs, à l'instar de l'ensemble de la population.

5. Dans ce contexte, il est un élément qui doit faire partie intégrante de la future déclaration : il s'agit de la reconnaissance du droit des peuples autochtones à participer à l'élaboration des stratégies de développement, à travers la pleine participation des gouvernements et des autochtones eux-mêmes.

6. S'il est vrai que le projet de déclaration renferme un appel aux Etats pour qu'ils respectent et appliquent effectivement tous les instruments internationaux applicables aux peuples autochtones, il n'en reste pas moins qu'il ne contient pas d'appel aux Etats qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils adhèrent à ces instruments ou pour qu'ils les ratifient. Il s'agit par exemple de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Il est à noter à cet égard que nombreux sont les autochtones mexicains qui doivent travailler hors du Mexique.

7. Il est à signaler que le fait d'élargir et de renforcer les normes internationales en tenant compte des points de vue des autochtones eux-mêmes favorisera l'incorporation des droits fondamentaux des peuples autochtones dans la législation nationale tout en contribuant à améliorer la situation de ces peuples.

8. Enfin, le Gouvernement mexicain sait gré au Groupe de travail de l'oeuvre qu'il a accomplie avec l'élaboration du projet de déclaration et souhaiterait qu'il mène ses travaux à terme dans les délais les plus brefs. Il juge par ailleurs opportun de mettre en place les moyens et les mécanismes qui permettent aux peuples autochtones de disposer au sein du système des Nations Unies d'une tribune qui leur soit propre où ils puissent s'exprimer et décider des problèmes qui les concernent.
